

En marge de la nouvelle loi sur l'avortement : créer des centres de consultation ! : [1ère partie]

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des
informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **61 (1973)**

Heft 6

PDF erstellt am: **14.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-273393>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Bibliothèque Publique
et Universitaire de
1205 Genève

A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL

Une initiative constitutionnelle?

Femmes suisses

LE MOUVEMENT FÉMINISTE - JOURNAL MENSUEL FONDE EN 1912 PAR ÉMILIE GOURD

En marge de la nouvelle loi sur l'avortement

Créer des centres de consultation!

La possibilité de donner la vie, de préparer, en soi, un être à la vie, c'est merveilleux. Ou du moins cela devrait l'être si nous étions tous et toujours assez responsables pour ne mettre au monde que des enfants désirés. Hélas ! tel n'est pas le cas. C'est alors que se pose le problème de l'avortement. Que nous soyons pour ou contre, que nos opinions s'expriment avec passion ou raison, nous ne pouvons nier que nous sommes touchées au plus profond de nous. Il s'agit de notre être le plus intime, de la conception même que nous nous faisons de nous, des femmes. Voilà peut-être pourquoi les opinions s'affrontent dans un climat si passionné et si intolérant.

Il y a pourtant des points où nous pouvons, où nous devons trouver un accord : c'est par exemple celui de l'information, de l'éducation. Si « prévenir vaut mieux que guérir » s'applique à un domaine, c'est bien celui-là. Un autre secteur où nous pouvons agir en commun : promouvoir des centres de consultation pour femmes enceintes qui trouveraient là un appui objectif, une possibilité de réfléchir calmement. Mais pourquoi et comment ? C'est ce que nous allons voir.

Lors de son assemblée générale à Genève, à la fin du mois de mai, l'Association pour les droits de la femme a pris position sur la question de l'avortement. Elle a, à cette occasion, entendu une voix quasi officielle, celle de Mme V. Degoumois. Mais il nous faut revenir un peu en arrière. En décembre 1971, une initiative populaire demande l'abrogation des articles 118 à 121 du Code pénal condamnant l'interruption de grossesse. A la même époque, le Grand Conseil neuchâtelois fait la même proposition. Le Conseil fédéral nomme alors une commission d'experts d'une trentaine de membres comprenant des juristes, des ecclésiastiques, des gynécologues et des psychiatres. A l'intérieur de cette Commission, dont fait partie Mme Degoumois, les opinions s'affrontent aussi à tel point que ses membres se demandent s'ils ne devront pas se scinder en trois tendances opposées. Ils arriveront pourtant à éviter cette extrémité mais proposent trois différents projets de lois au Conseil fédéral : libéral, conservateur et « entre deux ». Dans ces projets plusieurs points communs : la nécessité de lutter contre les avortements illégaux, la préférence accordée à l'éducation sexuelle et au planning familial, l'obligation de fixer un tarif modéré d'intervention et de s'y tenir, et la création de centres de consultation pour femmes enceintes.

formation — coûteuse — serait prise en charge par la Confédération.

A NOUS, MESDAMES

Pourquoi en parler ici ? Parce que l'établissement de tels centres ne se ferait pas en un jour. Or, il y a de

fortes chances pour que, figurant sur les trois projets, ils soient acceptés par les Chambres fédérales. D'ici que la loi soit votée puis mise en vigueur, puis enfin que les cantons l'appliquent, il s'écoulera du temps. Un temps précieux pour toutes celles qui auraient besoin maintenant d'un appui. Surtout si les cantons sont plus ou moins d'accord avec la nouvelle loi... D'autre part, la bonne marche de tels centres avant les discussions aux Chambres ne manquerait pas d'impressionner favorablement les conseillers qui pourraient constater qu'ils répondent à une réelle demande.

Or, qui mieux que les femmes pourrait prendre en main la création de tels centres ? Qui mieux que nous peut sentir ce qu'il faut aux femmes enceintes ? C'est donc aux femmes et aux associations féminines que Mme Degoumois fait appel. Que nous soyons pour ou contre l'interruption de grossesse, nous sommes toutes — je l'espère — pour aider la mère sans lui imposer notre point de vue. Voilà où investir nos forces, notre temps et — eh oui ! — notre argent.

ET L'AVORTEMENT ?

— « Il y a longtemps que le comité n'a pris position à ce sujet », répond (suite page 2)



CENTRES DE CONSULTATION

Quels centres ? Dans les trois projets, rapporte Mme Degoumois, ils seraient mis sur pied par des associations privées, mais subventionnés par les cantons et la Confédération. La Commission en a prévu un par canton ou, si ce n'est pas possible, par groupe de cantons. Y travailleraient au moins trois personnes aptes à donner des conseils médicaux, sociaux et éthiques. Leur appui devrait être parfaitement objectif pour permettre à la mère d'y voir clair par elle-même, et la disponibilité leur qualité première. On voit qu'il s'agirait alors de personnes extrêmement qualifiées dont la

Sommaire

- Page 2 : Les auto-écoles sont-elles ruineuses ?
- Page 3 : Les femmes et la politique
- Page 4 : L'assemblée générale de l'ASDF
- Page 5 : Chronique de l'Alliance
- Page 6 : Page juridique
- Page 7 : Courrier de la rédaction - Concours de citations
- Page 8 : L'employée de banque - Elue municipale à Coirins

une personne
toujours bien conseillée :



La cliente
de la
**SOCIÉTÉ
DE
BANQUE SUISSE**

ATTENTION !
LE PROCHAIN NUMÉRO DE « FEMMES SUISSES »
PARAITRA EN AOUT

Encore ici, c'est à nous d'agir. Que penseriez-vous d'une telle initiative ?
M. C.

E 1436.

